

Des résultats annuels en ligne avec les objectifs de la CADES compte tenu du versement exceptionnel fait aux caisses de sécurité sociale Poursuite du remboursement de la dette

Communiqué de presse

Le Conseil d'administration de la CADES réuni le 8 avril sous la présidence de M. Patrice Ract Madoux a arrêté les comptes de la CADES pour l'exercice 2003.

Etablissement public à activité essentiellement financière, la CADES suit les dispositions comptables applicables aux établissements de crédit et institutions financières. Les comptes sont soumis à l'approbation du Ministre chargé de l'économie et des finances et du Ministre chargé de la sécurité sociale.

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Résultat	- 987	227
Dont éléments significatifs :		
Produit de la CRDS	4 721	4 645
Charges Financières	- 1 432	- 1 433
Versement à l'Etat	- 3 000	- 3 000
Versement prévu par la LFSS pour 2003	- 1 283	

Conformément aux prévisions, les recettes de CRDS se sont élevées à 4,721 milliards d'euros.

La contribution exceptionnelle prévue dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2003, versée à différents organismes de sécurité sociale, pour un montant de 1,283 milliards d'euros, influe fortement sur le résultat qui s'affiche à -988 millions d'euros contre 227 millions d'euros en 2002.

La seconde et dernière partie de la contribution exceptionnelle de la CADES aux caisses de sécurité sociale est prévue dans la LFSS 2004 pour un montant légèrement inférieur de 1,1 milliards d'euros. Ce versement viendra en déduction des résultats comptables du prochain exercice.

La gestion très rigoureuse et l'accès à un faible coût de refinancement permettent à la CADES d'enregistrer des charges financières stables à 1,432 milliards d'euros en 2003 contre 1,433 milliards d'euros en 2002.

Le résultat intègre également une plus value de 5 millions d'euros liée aux ventes des derniers immeubles dévolus à la CADES intervenues à la fin de 2003. Le programme de cessions est maintenant terminé. Il aura apporté au total 480 millions d'euros de recettes à la CADES depuis 1996.

Les principales opérations financières de l'année 2003 sont l'augmentation des deux souches d'emprunts indexés sur l'inflation française Cades i 2006 en deux opérations pour un total de 870 m.euros et Cadesi 2011 en deux opérations pour 1,05 Md d'euros.

Au 31 décembre 2003, la dette en valeur de remboursement s'élevait à 29,972 milliards d'euros contre 29,146 milliards d'euros un an auparavant.

Sur un total de 53,8 Mds d'euros mis à sa charge depuis sa création en 1996, qui comprend, en hors bilan, des versements à l'État de 3 Md€ en 2004 et 2005 et la seconde partie du versement exceptionnel de 1,1 Md d'euros à différents organismes de sécurité sociales, il reste à la CADES 38,25 Mds d'euros à rembourser d'ici à janvier 2014.

Sur ces bases, les prévisions de trésorerie actualisées établies par la CADES et soumises à son conseil d'administration confirment que la Caisse, à législation constante et sur la base d'hypothèses raisonnables de croissance du PIB et de taux d'intérêt sur sa durée de vie résiduelle, sera en mesure de remplir sa mission et d'amortir avant le 31 janvier 2014 les déficits des régimes de Sécurité sociale qui lui ont été transférés.

CADES : UN EMETTEUR DE REFERENCE SUR LES MARCHES EUROPEENS

Créée en 1996, la CADES est un établissement public contrôlé par l'Etat français. Noté au plus haut niveau par les principales agences de notation internationales (AAA/A1+, Aaa/P1, AAA/F1+), il bénéficie par ailleurs d'une pondération 0% au titre du ratio de solvabilité de Bâle, ce qui le place parmi les cinq principaux émetteurs européens non gouvernementaux.

Toutes les informations concernant la CADES et ses émissions sont disponibles sur www.cades.fr, ainsi que sur Reuters et Bloomberg.